

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2351

[C — 2002/27603]

## 13 JUIN 2002. — Décret relatif à l'organisation des établissements de soins (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par établissements de soins :

a. les établissements, services, structures, programmes de soins, Sections et fonctions auxquels la loi sur les hôpitaux coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 est en tout ou en partie applicable;

b. les établissements et services visés par la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins.

**Art. 3.** Le Gouvernement détermine les normes complémentaires à la législation organique, de programmation et d'agrément ou d'agrément spécial des établissements de soins.

Ces normes complémentaires sont relatives à la qualité et à la fixation de priorités quant à l'application de la programmation aux établissements de soins.

**Art. 4.** Pour être et rester agréés, les établissements de soins doivent satisfaire aux normes établies par ou en vertu de la législation organique et aux normes complémentaires visées à l'article 3.

CHAPITRE II. — *Dispositions applicables aux établissements visés à l'article 2, b*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de refus et de retrait de l'agrément spécial, ainsi que les délais de décision. Il établit les règles de recevabilité des dossiers.

L'agrément spécial peut être accordé par le Gouvernement pour une période déterminée renouvelable ou pour une durée indéterminée.

Un agrément spécial provisoire peut être accordé, pour une durée de six mois renouvelable, aux établissements qui font une première demande.

L'agrément spécial et l'agrément spécial provisoire peuvent être suspendus selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 2. Le refus de l'agrément spécial ainsi que le retrait de l'agrément spécial ou de l'agrément spécial provisoire entraînent la fermeture de l'établissement.

Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence de la fermeture d'un établissement de soins pour des raisons de santé publique, de sécurité et de manquement grave aux normes. La fermeture peut être temporaire si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement décide de la fermeture des établissements de soins qui fonctionnent sans agrément spécial ni agrément spécial provisoire. Toutefois, le constat de l'exploitation sans agrément spécial ni agrément spécial provisoire d'un établissement de soins destiné à l'hébergement de personnes présentant un trouble psychique chronique stabilisé ou de personnes handicapées mentalement, nécessitant un accompagnement continu, n'entraîne pas sa fermeture si l'établissement bénéficie par ailleurs d'une reconnaissance par une autorité fédérale ou fédérée.

Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture et de fermeture d'urgence et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait de l'agrément spécial.

§ 3. Un recours administratif non suspensif peut être introduit auprès du Gouvernement dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément spécial, ainsi que contre les décisions de fermeture d'urgence, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 6.** Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de veiller au respect des normes par les établissements de soins.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent pénétrer dans les établissements de soins et y contrôler le respect des normes applicables à ces établissements, se faire fournir les renseignements nécessaires à ce contrôle, ainsi que se faire remettre ou adresser, dans le délai qu'ils fixent, tous documents et renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie en est transmise aux contrevenants dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à l'assistance de la force publique dans l'exercice de leur mission.

**Art. 7.** Sans préjudice de l'application de peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 2 à 100 euros :

1° celui qui exploite un établissement de soins qui ne répond pas aux normes imposées ou qui exploite un tel établissement sans agrément spécial ou qui continue l'exploitation d'un tel établissement ayant fait l'objet d'une décision de retrait ou de refus d'agrément spécial, de fermeture ou de fermeture d'urgence;

2° celui qui refuse aux fonctionnaires visés à l'article 6 l'accès à l'établissement.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation, les peines pourront être doublées.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions applicables aux établissements visés à l'article 2, a*

**Art. 8.** Un recours administratif non suspensif peut être introduit auprès du Gouvernement dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément ou contre les décisions de fermeture d'urgence qui découlent du non-respect des normes complémentaires visées à l'article 3.

Le Gouvernement fixe les modalités et délais relatifs à ce recours.

**Art. 9.** Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de veiller au respect des normes par les établissements de soins.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent pénétrer dans les établissements de soins et y contrôler le respect des normes applicables à ces établissements, se faire fournir les renseignements nécessaires à ce contrôle, ainsi que se faire remettre ou adresser, dans le délai qu'ils fixent, tous documents et renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie en est transmise aux contrevenants dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à l'assistance de la force publique dans l'exercice de leur mission.

**Art. 10.** Sans préjudice de l'application de peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 2 à 100 euros :

1° celui qui exploite un établissement de soins qui ne répond pas aux normes complémentaires visées à l'article 3;

2° celui qui refuse aux fonctionnaires visés à l'article 9 l'accès à l'établissement.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation, les peines pourront être doublées.

#### CHAPITRE IV. — *Du conseil wallon des établissements de soins*

**Art. 11.** Il est créé un Conseil wallon des établissements de soins, ci-après dénommé « le Conseil ».

**Art. 12.** Le Conseil a pour missions :

1° de suivre la politique de santé et les développements en matière de santé, de les confronter aux besoins de la population, d'évaluer les services offerts par les établissements de soins et de formuler, au Gouvernement, des propositions ou recommandations quant à leur organisation, leur développement et leur répartition géographique;

2° de donner au Gouvernement un avis :

a. sur les projets de normes complémentaires visées à l'article 3;

b. sur toute demande d'inscription dans la programmation émanant des établissements de soins;

c. sur les propositions d'agrément ou d'agrément spécial, de prorogation d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins;

d. préalablement à toute décision de retrait ou de refus d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins;

e. sur toute demande d'agrément de groupement, d'association ou de fusion d'hôpitaux;

f. avant toute décision d'autorisation d'un appareillage médical lourd;

g. sur le suivi global des plaintes relatives aux établissements de soins enregistrées par l'administration ou le Conseil.

A cet effet, il établit et adresse au Gouvernement un rapport annuel sur les plaintes, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivante;

3° de donner au Gouvernement à la demande de celui-ci :

a) un avis relatif à la subsidiation des infrastructures;

b) un avis sur les propositions d'agrément provisoire ou d'agrément spécial provisoire.

4° de donner au Gouvernement, à sa demande ou d'initiative, un avis concernant les priorités dont il y a lieu de tenir compte en matière de programmation des différentes sortes d'établissements de soins;

5° de remplir toute autre mission qui pourrait lui être confiée par le Gouvernement, notamment en fonction de projets de modification ou de modifications de la législation.

Le Gouvernement informe le Conseil des décisions de fermeture urgente.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil est composé :

1° d'un président;

2° de vingt-quatre membres effectifs et de vingt-quatre membres suppléants.

§ 2. Le président et les membres sont choisis :

1° soit parce qu'ils sont actifs dans les domaines suivants :

a. gestion administrative des établissements de soins;

b. activités médicales des établissements de soins;

c. activités infirmières des établissements de soins;

d. activités des organismes d'assurance maladie-invalidité.

2° soit sur la base de leurs compétences particulières par rapport aux missions du Conseil.

§ 3. Pour l'application du § 2, 1° :

1° chacun des domaines est représenté par au moins trois membres effectifs et trois membres suppléants;

2° la désignation des membres doit garantir une représentation proportionnée en fonction de l'importance de chaque secteur de soins visé à l'article 2.

§ 4. Participent avec voix consultative aux réunions du Conseil :

1° trois représentants du Gouvernement;

2° deux représentants de la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée l'Administration.

§ 5. Le Gouvernement organise le secrétariat du Conseil et de son Bureau.

§ 6. Le président et les membres du Conseil, dont trois vice-présidents, sont nommés pour un terme de six ans par le Gouvernement.

Les membres effectifs ou suppléants venant à perdre la qualité, en vertu de laquelle ils ont été désignés, sont remplacés sans délai pour la durée du mandat en cours.

Pour assurer la continuité des activités, les membres, à l'expiration du terme de six ans, poursuivent cependant l'exercice de leurs fonctions jusqu'à leur remplacement.

**Art. 14.** Sont invités aux séances du Conseil avec voix consultative :

1° pour les dossiers relatifs aux associations psychiatriques, le président et les vice-présidents du Conseil régional des services de santé mentale;

2° pour les dossiers relatifs aux associations de soins palliatifs, le président et le vice-président de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et de services à domicile;

3° pour les dossiers relatifs aux maisons de repos et de soins, le président et les vice-présidents du Conseil wallon du troisième âge.

**Art. 15.** Pour remplir sa mission, le Conseil peut constituer des groupes de travail permanents ou temporaires chargés de lui faire rapport sur les différentes matières relevant de ses compétences.

Il peut solliciter l'avis d'experts de son choix.

**Art. 16.** L'avis demandé au Conseil par le Gouvernement est remis, sauf disposition contraire, dans les deux mois de la réception par le Conseil de la demande d'avis. A défaut, la procédure est poursuivie.

Sur demande motivée du Conseil, le Gouvernement peut prolonger le délai.

Dans certains cas exceptionnels, le Gouvernement peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe le délai.

**Art. 17.** Dans les trois mois de la nomination de ses membres, le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet au Gouvernement pour approbation.

Le règlement d'ordre intérieur comporte en tout cas des dispositions relatives au quorum de présence, aux modalités de votes, aux règles relatives à la prise de décision et aux conflits d'intérêts.

**Art. 18.** Il est constitué au sein du Conseil un Bureau chargé de l'organisation, de la préparation, de l'exécution et de la coordination des travaux, ainsi que des missions qui lui sont confiées par le Conseil.

Le Bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission immédiate, au Gouvernement, des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

Le Bureau peut, outre les demandes d'avis du Gouvernement, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre au Conseil.

**Art. 19.** Le Bureau se compose :

1° du président, des trois vice-présidents,

2° des trois représentants du Gouvernement qui assistent aux réunions du Bureau avec voix consultative,

3° des deux représentants de l'administration qui assistent aux réunions du Bureau avec voix consultative.

**Art. 20.** Avant le 31 mars de chaque année, le Conseil adresse au Gouvernement wallon et au Conseil régional wallon un rapport sur ses activités de l'année civile écoulée.

**Art. 21.** Le Gouvernement désigne parmi les membres du Conseil ceux qui seront appelés à faire partie du Conseil national des Etablissements hospitaliers.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

**Art. 22.** Le décret du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juin 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—————  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil* 343 (2001-2002) n<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte-rendu intégral*, séance publique du 11 juin 2002.

Discussion.

*Compte-rendu intégral*, séance du 12 juin 2002.

Vote.

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 2351

[C — 2002/27603]

**13 JUNI 2002. — Decreet betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder verzorgingsinstellingen :

a. de instellingen, diensten, structuren, zorgprogramma's, afdelingen en functies waarop de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 geheel of gedeeltelijk van toepassing is;

b. de instellingen en diensten bedoeld in de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging.

**Art. 3.** De Regering bepaalt de normen die de organieke wetgeving aanvullen alsmede de normen voor de programmatie en erkenning of bijzondere erkenning van de verzorgingsinstellingen.

Deze aanvullende normen hebben betrekking op de kwaliteit en het vaststellen van prioriteiten voor de toepassing van de programmatie op de verzorgingsinstellingen.

**Art. 4.** Om erkend te worden en te blijven, moeten de verzorgingsinstellingen aan de normen voldoen zoals vastgesteld bij of krachtens de organieke wetgeving en de aanvullende criteria bedoeld in artikel 3.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen van toepassing op de in artikel 2, b, bedoelde instellingen*

**Art. 5.** § 1. De Regering bepaalt de procedure voor de erkenning, de vernieuwing, de weigering of de intrekking van de bijzondere erkenning, alsmede de termijnen voor de beslissing. Ze stelt de regels vast voor de ontvankelijkheid van de dossiers.

De bijzondere erkenning kan door de Regering verleend worden voor een bepaalde hernieuwbare periode of voor onbepaalde tijd.

Een voorlopige bijzondere erkenning kan voor een hernieuwbare periode van zes maanden worden verleend aan de instellingen die een eerste aanvraag indienen.

De bijzondere erkenning en de voorlopige bijzondere erkenning kunnen geschorst worden volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

§ 2. De weigering van de bijzondere erkenning alsmede de intrekking van de bijzondere erkenning of de voorlopige bijzondere erkenning geven aanleiding tot de sluiting van de instelling.

Volgens de door haar vastgestelde procedure kan de Regering bij spoedeisendheid beslissen dat een verzorgingsinstelling gesloten moet worden om redenen van volksgezondheid, veiligheid en ernstige overtreding van de normen. De sluiting kan tijdelijk zijn indien de omstandigheden die daartoe aanleiding gaven, gewijzigd zijn.

Volgens de door haar bepaalde procedure beslist de Regering dat verzorgingsinstellingen die zonder bijzondere erkenning noch voorlopige bijzondere erkenning functioneren, gesloten moeten worden. De vaststelling dat een verzorgingsinstelling zonder bijzondere erkenning of voorlopige bijzondere erkenning geëxploiteerd wordt terwijl ze bestemd is voor de huisvesting van personen met een langdurige en gestabiliseerde psychische stoornis of van mentaal gehandicapten, voor wie een permanente begeleiding nodig is, heeft evenwel geen sluiting tot gevolg indien de instelling overigens door de federale overheid of een deelstaat erkend is.

De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen over de sluiting en dringende sluiting en moet overgaan tot de sluitingen die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een bijzondere erkenning.

§ 3. Binnen een maand na de datum van kennisgeving kan een niet-schorsend administratief beroep bij de Regering ingesteld worden tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van een bijzondere erkenning alsmede tegen de beslissingen over dringende sluiting, volgens de door de Regering gestelde voorschriften.

**Art. 6.** De Regering wijst de ambtenaren aan die moeten controleren of de normen door de verzorgingsinstellingen worden nageleefd. Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulpofficier van gerechtelijke politie van de procureur des Konings. Ze dienen de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

Ze hebben toegang tot de verzorgingsinstellingen en mogen er de naleving van de op deze instellingen toepasselijke normen controleren. Ze mogen zich de voor deze controle nodige gegevens laten verstrekken, vragen dat alle voor hun opdracht nuttige bescheiden en inlichtingen, binnen de door hen bepaalde termijn, hun worden overgemaakt of opgestuurd.

Zij kunnen iedere persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht. Ze stellen inbreuken in processen-verbaal vast, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Een afschrift daarvan wordt aan de overtreders overgezonden binnen drie werkdagen na de vaststelling van de overtreding.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze een beroep doen op de openbare macht.

**Art. 7.** Onverminderd de toepassing van de straffen bepaald in het Strafwetboek wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 2 tot 100 euro :

1° hij die een instelling exploiteert die niet aan de opgelegde normen voldoet of hij die dergelijke instelling exploiteert zonder bijzondere erkenning of die dergelijke instelling verder exploiteert hoewel een beslissing werd genomen om de bijzondere erkenning in te trekken of te weigeren, of om de instelling te sluiten of dringend te sluiten;

2° hij die de in artikel 6 bedoelde ambtenaren de toegang tot de instelling ontzegt.

In geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling kunnen de straffen op het dubbel worden gebracht.

### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen van toepassing op de in artikel 2, a, bedoelde instellingen*

**Art. 8.** § 3. Binnen een maand na de datum van kennisgeving kan een niet schorsend administratief beroep bij de Regering ingesteld worden tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van een bijzondere erkenning alsmede tegen de beslissingen over dringende sluiting die voortvloeien uit de niet-naleving van de in artikel 3 bedoelde aanvullende normen.

De Regering bepaalt de regels en termijnen voor dit beroep.

**Art. 9.** De Regering wijst de ambtenaren aan die moeten controleren of de normen door de verzorgingsinstellingen worden nageleefd. Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulpofficier van gerechtelijke politie van de procureur des Konings. Ze dienen de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

Ze hebben toegang tot de verzorgingsinstellingen en mogen er de naleving van de op deze instellingen toepasselijke normen controleren. Ze mogen zich de voor deze controle nodige gegevens laten verstrekken, vragen dat alle voor hun opdracht nuttige bescheiden en inlichtingen, binnen de door hen bepaalde termijn, worden overgemaakt of opgestuurd. Zij kunnen elke persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht. Ze stellen inbreuken in processen-verbaal vast, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Een afschrift daarvan wordt aan de overtreders overgezonden binnen drie werkdagen na de vaststelling van de overtreding.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze een beroep doen op de openbare macht.

**Art. 10.** Onverminderd de toepassing van de straffen bepaald in het Strafwetboek wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 2 tot 100 euro :

1° hij die een instelling exploiteert die niet aan de in artikel 3 bepaalde normen voldoet;

2° hij die de in artikel 9 bedoelde ambtenaren de toegang tot de instelling weigert.

In geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling kunnen de straffen op het dubbel worden gebracht.

HOOFDSTUK IV. — *Waalse Raad voor verzorgingsinstellingen*

**Art. 11.** Er wordt een Waalse Raad voor verzorgingsinstellingen opgericht, hierna "de Raad" genoemd.

**Art. 12.** De Raad moet volgende taken vervullen :

1° het gezondheidsbeleid en de ontwikkelingen inzake gezondheid opvolgen en ze aan de behoeften van de bevolking toetsen, de door de verzorgingsinstellingen aangeboden diensten evalueren en voorstellen of aanbevelingen aan de Regering formuleren over de organisatie, de ontwikkeling en de geografische indeling ervan;

2° aan de Regering advies uitbrengen :

a. over de geplande aanvullende normen, zoals bedoeld in artikel 3;

b. over iedere aanvraag om inschrijving op de programmatie van de verzorgingsinstellingen;

c. over de voorgestelde erkenning of bijzondere erkenning, verlenging van erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling;

d. vóór iedere beslissing tot intrekking of tot weigering van een erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling;

e. over iedere aanvraag om erkenning van een groepering, een vereniging of fusie van ziekenhuizen;

f. vóór iedere beslissing tot toelating van zware medische apparatuur;

g. over de globale opvolging van door het bestuur of de Raad geregistreerde klachten omtrent verzorgingsinstellingen.

Daartoe brengt de Raad jaarlijks een verslag over de klachten uit uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar;

3° op verzoek van de Regering een advies uitbrengen :

a. over de subsidiëring van infrastructuur;

b. over de voorgestelde voorlopige erkenning of voorlopige bijzondere erkenning;

4° op verzoek van de Regering of op eigen initiatief, advies uitbrengen over de voorrang waarmee rekening moet worden gehouden voor de programmatie van de verschillende soorten van verzorgingsinstellingen;

5° iedere andere opdracht vervullen waarmee de Regering hem zou kunnen belasten, in het bijzonder naar gelang van een geplande wijziging of van wijzigingen van de wetgeving.

De Regering stelt de Raad in kennis van de beslissingen over dringende sluiting.

**Art. 13.** § 1. De Raad bestaat uit :

1° één voorzitter;

2° vierentwintig gewone leden en vierentwintig plaatsvervangende leden.

§ 2. De voorzitter en de leden worden gekozen :

1° ofwel aangezien ze op volgende gebieden actief zijn :

a. administratief beheer van verzorgingsinstellingen;

b. medische activiteiten van verzorgingsinstellingen;

c. verpleegkundig handelen in de verzorgingsinstellingen;

d. activiteiten van de organen voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° ofwel op grond van hun bijzondere bekwaamheden in verband met de taken van de Raad.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, 1° :

1° wordt ieder gebied door minstens drie gewone leden en drie plaatsvervangende leden vertegenwoordigd;

2° moet bij de aanwijzing van de leden voor een evenredige vertegenwoordiging worden gezorgd naar gelang de omvang van iedere in artikel 2 bedoelde zorgsector.

§ 4. Volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij :

1° drie vertegenwoordigers van de Regering;

2° twee vertegenwoordigers van de « Direction générale de l'Action sociale et de la Santé » (Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid) van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna Bestuur genoemd.

§ 5. De Regering organiseert het secretariaat van de Raad en van zijn Bureau.

§ 6. De voorzitter en de leden van de Raad, onder wie drie ondervoorzitters, worden voor zes jaar door de Regering benoemd.

De gewone of plaatsvervangende leden die hun hoedanigheid verliezen, waarvoor ze werden aangewezen, worden voor de duur van hun lopende mandaat onmiddellijk vervangen.

Om voor de continuïteit van de activiteiten te zorgen blijven de leden evenwel hun ambt vervullen bij het verstrijken van de termijn van zes jaar, tot ze vervangen worden.

**Art. 14.** Volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij :

1° voor de dossiers over psychiatrische verenigingen, de voorzitter en de ondervoorzitters van de gewestelijke Raad van diensten voor geestelijke gezondheid;

2° voor de dossiers over verenigingen voor palliatieve zorg, de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie van erkenning van centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

3° voor de dossiers in verband met rust- en verzorgingstehuizen, de voorzitter en de ondervoorzitters van de Waalse Raad voor de derde leeftijd.

**Art. 15.** Om zijn opdracht te vervullen, kan de Raad permanente of tijdelijke werkgroepen samenstellen die verslag moeten uitbrengen over de verschillende aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Hij kan om het advies van door hem gekozen deskundigen verzoeken.

**Art. 16.** Het advies waarom de Regering de Raad verzoekt, wordt behoudens andersluidende bepaling uitgebracht binnen twee maanden na ontvangst door de Raad van de aanvraag om advies. Bij gebreke hiervan wordt de procedure voortgezet.

Op met redenen omklede aanvraag van de Raad kan de Regering deze termijn verlengen.

In bepaalde uitzonderlijke gevallen kan de Regering om een dringend advies vragen. Daartoe stelt ze de termijn vast.

**Art. 17.** Binnen drie maanden na de benoeming van zijn leden stelt de Raad een huishoudelijk reglement op dat aan de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd.

In het huishoudelijk reglement worden in ieder geval bepalingen vervat omtrent het aanwezigheidsquorum, de wijze van stemmen, de regels voor de besluitvorming en omtrent de belangenconflicten.

**Art. 18.** Binnen de Raad wordt een Bureau opgericht dat belast is met de organisatie, de voorbereiding, de uitvoering en de coördinatie van de werkzaamheden alsmede met de door de Raad gegeven opdrachten.

Het Bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en zorgt ervoor dat de door de Raad aangenomen voorstellen of adviezen onmiddellijk aan de Regering worden doorgezonden.

Naast de aanvragen om advies van de Regering kan het Bureau verzoeken om advies zelf te formuleren en ze aan de Raad voor te leggen.

**Art. 19.** Het Bureau bestaat uit :

1° de voorzitter, de drie ondervoorzitters,

2° de drie vertegenwoordigers van de Regering die de vergaderingen van het Bureau met raadgevende stem bijwonen,

3° de twee vertegenwoordigers van het Bestuur die de vergaderingen van het Bureau met raadgevende stem bijwonen.

**Art. 20.** Vóór 31 maart van elk jaar stuurt de Raad de Waalse Regering en de Waalse Gewestraad een verslag over zijn activiteiten van het afgelopen kalenderjaar.

**Art. 21.** De Regering wijst onder de leden van de Raad de personen aan die deel zullen uitmaken van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 22.** Het decreet van 30 maart 1983 betreffende de organisatie van verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 juni 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Stukken van de Raad 343 (2001-2002) nrs. 1 tot en met 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 juni 2002.*

*Bespreking.*

*Volledig verslag, vergadering van 12 juni 2002.*

*Stemming.*